



Intervention Sophie Binet
Journée de préparation du 08 mars
17 février 2026 - Montreuil

Chers camarades,

Quel plaisir de vous retrouver toutes et tous !

Je sais que vous avez commencé votre journée par débattre ce matin sur la Directive Européenne Transparence Salariale. Si de prime abord cette directive peut sembler un peu technocratique, sachez qu'elle est le fruit de notre lutte et de notre mobilisation et que nous l'avons arrachée au plan européen avec la Confédération Européenne des Syndicats.

La preuve qu'elle pourrait vraiment changer la vie des salariés et la vie des femmes, c'est qu'aujourd'hui, le patronat mène une bataille acharnée pour empêcher qu'elle soit mise en œuvre. Il se bat à deux niveaux :

- D'abord à Bruxelles, parce que même si cette directive a été adoptée il y a moins de deux ans, le patronat veut déjà l'enterrer. Et il veut une directive omnibus. Omnibus, ça veut dire voiture balai pour supprimer toutes les avancées sociales et environnementales européennes et pour supprimer la directive transparence salariale.
- Et puis en France, où Myriam et Fanny, à chaque réunion de concertation organisée au ministère du Travail, se heurtent à une obstruction du patronat.

Pourquoi le patronat est si opposé à cette directive ?

- Premièrement parce qu'elle permettrait de mettre en place des sanctions. Dans le Code du travail, depuis 50 ans, l'égalité salariale est bien claire, en revanche il n'y a aucune sanction pour les entreprises qui ne la font pas respecter.
- Deuxièmement, dans cette directive est prévue la mise en œuvre effective du principe un salaire égal, pour un travail de valeur égale. Pas seulement un même travail, mais un travail de valeur égale avec, comme vous l'a expliqué Séverine ce matin, la nécessité de comparer des métiers différents, mais de valeur égale, selon la loi.
- Enfin, cette directive, comme son nom l'indique, prévoit la transparence salariale. On touche ici au cœur de l'arbitraire patronal. Comment le patronat, sur vos lieux de travail, dans vos entreprises, met en place son pouvoir arbitraire ? En individualisant les rémunérations et en soumettant les salariés à son bon vouloir avec une part variable des rémunérations toujours plus importante, qui est non seulement discrétionnaire, mais extrêmement discriminante pour les femmes.

L'enjeu de cette directive, c'est évidemment un enjeu pour l'égalité femmes-hommes, mais c'est un enjeu beaucoup plus large pour toutes et tous et aussi pour les hommes. Parce que gagner enfin la transparence salariale dans les entreprises, c'est mettre fin à cet arbitraire patronal et à leur sentiment de pleins pouvoirs pour décider de la rémunération à la tête du client et forcer les

salariés, à commencer par les cadres, à mettre en œuvre toutes les directives patronales, faute de quoi leur salaire sera baissé.

Voilà pourquoi cette bataille est très importante et qu'elle ne se gagnera pas d'en haut mais bien par le bas sur tous les lieux de travail jusqu'à l'automne.

Par le haut, au vu des rapports de force, c'est sûr que le patronat arrivera à ce qu'il arrive toujours à mettre en place, c'est-à-dire à vider le texte de son contenu et s'en sortir avec quelque chose qui ne change pas beaucoup la réalité.

La chance que nous avons pour mener cette bataille, c'est d'abord que l'opinion est avec nous. Grâce à tous les combats que nous avons menés, l'inégalité salariale est insupportable pour tout le monde et notamment pour les travailleurs et les travailleuses. L'égalité salariale est la première question sur laquelle les travailleurs et les travailleuses attendent, les organisations syndicales, attendent la CGT.

Le deuxième point d'appui se joue sur le fait que le gouvernement n'a plus de majorité à l'Assemblée nationale. Cette directive devra être transposée par une loi qui devra être débattue au Parlement. La CGT va se battre pendant tous les débats parlementaires pour gagner et faire voter des amendements. Le combat durera tout l'automne jusqu'à l'hiver et sur cet enjeu-là, il faut qu'on réponde présent.

Ce qui est important et intéressant avec cette bataille pour la directive transparence salariale, c'est que, plus largement pour nous, pour la CGT, ça doit être l'occasion de relancer largement la bataille pour l'égalité salariale et professionnelle.

Parce que, comme nous le disons quotidiennement, il ne peut pas y avoir d'émancipation des femmes sans indépendance économique. Pourquoi est-ce qu'une femme a tant de mal à quitter son conjoint violent ? Bien sûr, parce qu'il y a des mécanismes d'emprise. Mais quand on gagne 25% de moins ou beaucoup moins encore que son conjoint, comment faire manger ses enfants, les loger et s'assumer en échappant au pouvoir de son père, de son frère ou de son mari ? C'est impossible. L'indépendance économique est centrale pour l'émancipation des femmes. C'est pour ça que cette question de l'égalité salariale et professionnelle est au cœur de la bataille de la CGT. Pourtant, le problème, et je pense qu'il faut qu'on se dise les choses franchement, c'est que cette question est beaucoup trop peu portée et même de moins en moins portée. Le mouvement féministe a beaucoup progressé ces dernières années sur la question des violences sexistes et sexuelles. C'est bien, mais il y a un vrai risque d'effet balancier et d'oubli de la bataille pour les enjeux d'égalité salariale et professionnelle. Et ça, c'est de notre responsabilité les camarades parce que si nous, on ne met pas cette bataille en tête de gondole de la mobilisation de la CGT, personne d'autre ne le fera. Nous avons besoin d'ancrer cette bataille féministe de la CGT à partir des syndicats, dans les administrations, les entreprises et les lieux de travail. On ne peut pas traiter les questions féministes uniquement avec les associations sur les territoires. La Cgt doit porter la question de l'égalité F/H à partir du travail.

Quand on regarde, ça fait deux ou trois ans que la question des salaires est prioritaire pour nos syndicats parce qu'on a été face à une poussée inflationniste et qu'on sait que les salaires n'ont

toujours pas retrouvé leur niveau de 2020. Pourtant, je n'ai vu aucun exemple de tract de syndicats demandant des augmentations de salaires, l'ouverture de négociations sur les salaires, etc., qui comportent un vrai chapitre sur l'égalité salariale. C'est quand même un vrai problème qu'on ne soit pas en capacité de faire porter par nos syndicats la question de l'égalité salariale au même niveau de la question des salaires, qui est quand même le sujet numéro un de nos syndicats.

On a donc besoin de réenclencher un travail et de se réexpliquer entre nous. La question de l'égalité salariale, ce n'est pas gagner l'égalité salariale à poste égal et pour un travail équivalent. La question de l'égalité salariale, **c'est d'abord la question des temps partiels**. 80% des femmes sont enfermées sur des temps partiels ! N'oublions jamais que le SMIC, c'est un minimum de salaire horaire, mais qu'il n'y a pas de minimum de salaire mensuel. N'oublions pas qu'à cause des temps partiels, beaucoup de femmes sont bien en dessous du SMIC à la fin du mois. Ça doit être un combat central pour la CGT : la bataille contre la précarité, contre ses amplitudes de travail qui souvent sont supérieures à celles de cadres supérieurs, mais avec des salaires à la fin du mois qui sont bien loin du SMIC mensuel.

Deuxième enjeu, **la question des carrières**.

Le déroulement de carrière, on le sait, on le chiffre :

- Un enfant, moins 5%,
- Deux enfants, moins 10%,
- Trois enfants, moins 20% à 30%

On sait combien un enfant va nous coûter en perte de salaire. On sait aussi chiffrer combien un enfant va rapporter à nos maris en augmentation de salaire. La bataille pour avoir un égal déroulement de carrière, on est bien armé à la CGT pour la mener. Pourquoi ? Parce que c'est nous qui avons inventé l'indicateur CLERC, cet outil pour mesurer les déroulements de carrière et pour les inscrire dans les bilans sociaux afin de pouvoir comparer le déroulement de carrière des femmes et des hommes et identifier les biais sexistes.

Troisième enjeu, **gagner la revalorisation des métiers féminisés**. Oui, ça ne concerne pas que les femmes. Dans la Fédération du Commerce, très largement féminisée, ce sont des métiers qui sont dévalorisés parce que féminisés, mais qui peuvent aussi être exercés par des hommes. Pourquoi est-ce qu'ils sont dévalorisés ? Parce qu'on considère que ces qualifications n'en sont pas et sont des compétences naturelles pour les femmes. Et donc, la revalorisation des métiers féminisés passe par la reconnaissance des qualifications. Les femmes sont maintenant plus diplômées que les hommes mais sont toujours payées 25% de moins. Si nous, les femmes, nous ne nous battons pas pour la reconnaissance des qualifications, il ne faut pas espérer qu'on puisse gagner l'égalité salariale et professionnelle à la fin. Nous avons comme point d'appui l'excellente étude qui a été réalisée à la demande de la CGT par l'IRES il y a deux ans, qui s'appelle « Revaloriser le travail du soin et du lien », dans laquelle beaucoup d'économistes ont objectivé la notion de travail de valeur égale et ont chiffré combien ça nécessiterait d'augmenter les salaires pour mettre en place l'égalité salariale et revaloriser les métiers féminisés, à commencer par les aides à domicile, les infirmières, etc.

Et puis, le dernier enjeu sur cette question de l'égalité salariale et professionnelle, c'est de mener la bataille de l'égalité sur les lieux de travail car c'est un énorme atout en matière de syndicalisation. Je le disais tout à l'heure, la première demande des salariés vis-à-vis des syndicats, c'est l'égalité salariale. On sait qu'à la CGT, on a de plus en plus de femmes dans nos rangs - mais on part de loin - et que les secteurs dans lesquels il faut qu'on renforce notre implantation, c'est les secteurs féminisés. Mener cette bataille en grand, c'est se donner les moyens de renforcer notre organisation pour avoir plus de syndiquées et pour cela on a besoin d'enclencher les choses de façon très importante dans nos organisations et nos syndicats.

La bonne nouvelle, c'est que le 8 mars arrive et que nous avons décidé ensemble de mettre cette bataille au cœur de cette journée en organisant 15 jours d'actions pour l'égalité professionnelle dans les entreprises avant le 8 mars. La réussite de cette quinzaine et de la manifestation du 8 mars dépendra du travail de chacune et chacun d'entre nous. On a donc besoin de mettre en œuvre un vrai plan de travail pour cibler des syndicats dans nos périmètres.

L'objectif : travailler avec les syndicats pour mettre en place une interpellation des directions, exiger l'ouverture de négociations sur les salaires, sur la parentalité, les violences sexistes et sexuelles.

Et mettre évidemment en place une campagne de masse en direction des salariés pour faire tomber les masques sur la question de l'égalité salariale. Oui, 95% des entreprises discriminent et oui, il faut prendre des mesures immédiates pour changer la donne et la CGT a des propositions concrètes !

Ce 8 mars sera aussi une mobilisation contre l'extrême droite.

Malheureusement, on n'est pas dans un contexte comme les autres. Nous sommes confrontés à un violent backlash avec la montée d'une extrême droite masculiniste qui, s'appuyant sur ce nouveau capitalisme libertarien, veut remplacer le droit, toutes les normes, par un principe viriliste, le droit du plus fort ou plutôt le droit du plus riche. Le droit du plus fort pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une catastrophe évidemment parce que c'est les pleins pouvoirs au patron. Mais le droit du plus fort pour les femmes, cela signifie le droit du mari, du frère ou du père. Cette extrême droite viriliste remet en cause le droit à l'IVG partout où elle arrive au pouvoir, développe des logiques de guerre. Elle s'attaque au multilatéralisme et au droit international, augmente les conflits armés. Il n'y en a jamais eu autant dans le monde qu'aujourd'hui. Et nous le savons, les premières victimes des conflits armés sont malheureusement les femmes. Cette extrême droite viriliste, elle n'a peur de rien puisqu'elle nous parle même, dans le débat public, de réouvrir les maisons closes avec des remises en cause violentes - parfois même en notre sein - de nos positions abolitionnistes. On ne le dira jamais assez, la prostitution n'est pas un travail, c'est une violence les camarades ! Comment nous, syndicalistes CGT, qui combattons le soi-disant volontariat pour travailler le soir, le dimanche ou le week-end, comment avalerions-nous ce patriarcat, l'histoire selon laquelle on pourrait être volontaire pour vendre son corps ? A d'autres !!

Alors, le problème dans cette bataille contre l'extrême droite, c'est qu'elle est prête à tout comme tenter de récupérer les batailles féministes. On en a eu la triste illustration ces derniers jours avec l'association « Nemesis », que je pense tout le monde ici connaît dans cette salle, malheureusement. Elle est au cœur de l'actualité violente et nauséabonde de ce week-end. Cette association, sa marque de fabrique, c'est de faire croire que les violences sexistes et sexuelles seraient le fait d'hommes racisés. Si c'était seulement le fait d'hommes racisés, ce serait une bonne nouvelle pour nous les femmes, ça veut dire qu'il y aurait beaucoup moins d'agresseurs ! Mais il me semble que ni Le Scouarnec, ni Pellicot, ni Depardieu, ni Epstein ne sont noirs ou musulmans. Les violences sexistes et sexuelles, le patriarcat est présent dans toutes les cultures, dans toutes les catégories socio-professionnelles. C'est bien pour ça que c'est un mal aussi massif. Et même, parfois, les violences sexistes et sexuelles sont encore plus fortes et plus perverses dans les classes dominantes parce qu'au rapport de force lié au patriarcat, s'ajoutent les rapports de force liés aux rapports de classe avec un sentiment d'impunité qui est redoutable. C'est cela que l'on voit quand on lit le détail de l'affaire Epstein qui touche l'ensemble de la classe dominante mondialisée.

Face à cette extrême droite violente et à l'offensive, il nous faut réussir un grand 8 mars, mais il nous faut aussi considérablement renforcer l'impulsion de la CGT. Ces dernières années, nous nous sommes appuyés sur la dynamique de la société qui nous a aussi portés. On l'a devancée parfois, comme sur la cellule de veille par exemple que nous avons créé un an avant le mouvement MeToo. Mais globalement, c'est cette dynamique féministe qui nous a permis d'avancer. Ce qui faut anticiper, c'est ce backlash et ce retour en arrière. Si la CGT n'est pas elle-même son propre moteur, si la CGT ne renforce pas son impulsion, nous pouvons être confrontés à un violent recul en arrière. C'est à ça qu'il faut que nous nous préparions. Il faut donc que nous nous organisions pour que la CGT renforce son action sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, et contre le racisme pour lier les questions sociales et sociétales. On ne peut pas battre l'extrême droite en laissant séparer les questions sociales et les questions sociétales. Rappelons-le, avoir une femme présidente de la République ou patronne ne règlera jamais ni les questions sociales, ni même la situation de la majorité des femmes. Mais de l'autre côté, il faut aussi que nous rappelions à un certain nombre de camarades que mettre à bas le capitalisme ne suffira certainement pas à mettre fin au sexisme. Le patriarcat, le racisme, préexistent au capitalisme et peuvent lui survivre.

Nous avons la chance, en juin prochain, de tenir notre 54e congrès. Un congrès confédéral, c'est toujours une chance. C'est la chance de pouvoir débattre ensemble, approfondir des sujets et prendre des décisions fortes pour faire progresser l'organisation. L'objectif, c'est que cela nous permette de franchir un nouveau cap sur les questions d'égalité femmes-hommes dans la CGT. Rappelons-nous ensemble du chemin parcouru les camarades :

- En 2016, la CGT décide de créer une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles, un an avant MeToo, grâce à l'impulsion de son collectif Femme Mixité. Et nous allons fêter lors de notre congrès les 10 ans de notre cellule de veille ! Merci à Raphaëlle Manière et aux camarades qui l'a font vivre !
- En 2023, fort de cette expérience, nous décidons de mettre en place un cadre commun pour définir ensemble comment lutter contre les VSS et comment traiter les cas de VSS en notre sein. Dans un contexte très compliqué, parce que c'était juste avant le 53e

congrès confédéral, grâce au travail du collectif Femme Mixité et de la Cellule de veille, nous réussissons à faire adopter très largement ce cadre commun par le CCN.

- En 2025, nous avons, grâce au travail de Myriam et Maryse, qu'elles vont vous présenter tout à l'heure, révisé ce cadre commun pour le renforcer. Parmi les nombreuses avancées qui sont permises par cette révision, il y a notamment le renforcement de la cellule de veille qui sera désormais élue par le CCN et qui aura donc une légitimité incontestée et incontestable.

Maintenant, l'étape qui nous reste à franchir ensemble, c'est l'annexion de ce cadre commun à nos statuts. C'est ça qui est à l'ordre du jour de notre prochain congrès confédéral. Pour que ce cadre commun ne puisse pas être négociable ou applicable seulement dans certains cas, mais a valeur statutaire et vaille pour l'ensemble de l'organisation. C'est la bataille que nous avons besoin de mener de maintenant jusqu'au congrès confédéral pour gagner un vote très large. Je vous rappelle qu'il faut une majorité des deux tiers pour pouvoir annexer ce cadre commun à nos statuts.

Cette rétrospective très rapide doit nous permettre d'être fiers de tout le travail accompli ensemble. Il a été possible parce que nous l'avons mené toutes et tous ensemble et parce que nous avons eu comme stratégie de développer dans chacune de nos organisations, des collectifs femmes-mixités, pour avoir une impulsion d'en bas. C'est ce qu'il faut continuer pour amplifier l'impulsion du travail sur l'égalité femmes-hommes dans l'organisation. Et puis, ce travail, évidemment, et cette rétrospective, doit nous rendre toujours aussi humbles, parce que même une fois qu'on aura annexé le cadre commun, il restera encore du chemin à parcourir et on aura besoin de se battre toutes et tous ensemble.

Pour finir, au vu de la situation internationale, je voulais vous demander que nous rendions hommage ensemble à toutes les femmes du monde entier. Je vous demande, à toutes et tous, que nous nous levions pour rendre hommage aux femmes :

- Iraniennes qui luttent aujourd'hui et qui sont assassinées par milliers par ce pouvoir iranien qui veut non seulement faire taire la contestation sociale, mais aussi la contestation féministe,
- Afghanes qui sont enfermées dans une prison à ciel ouvert depuis plusieurs années,
- Palestiniennes qui sont sous les bombes et confrontées à un génocide violent,
- Ukrainiennes qui sont sous les bombes de Poutine.
- Femmes russes dont le ventre est transformé en outil pour l'effort de guerre russe en direction des Ukrainiens,
- Américaines, Argentines, Polonaises notamment dont on remet en cause le droit à l'IVG,
- Cubaines qui sont les premières victimes de ce violent embargo américain qui est imposée sur l'île et qui atteint aujourd'hui un seuil critique d'après l'ONU,
- Aux femmes Kurdes qui sont lâchées par tous les pays occidentaux et abandonnées à l'accord des grandes puissances,
- Aux femmes Yéménites,
- Aux femmes Soudanaises.

Nous sommes ici pour dire notre solidarité.

Cette situation, ce panorama qui n'est pas exhaustif, il démontre le combat qu'il faut mener aujourd'hui contre ces deals de grandes puissances, sur le dos des peuples, pour sacrifier non seulement les travailleurs et les travailleuses, mais également les droits des femmes. Voilà ce qui est en train de se passer sur le dos des femmes iraniennes avec un accord entre le régime des mollahs, Netanyahu et Trump. Voilà ce qui est en train de se passer partout dans le monde.

Les camarades, pour afficher notre détermination et pour rendre hommage à toutes nos sœurs, à tous nos camarades, nous allons faire ce que nous savons faire à la CGT, c'est-à-dire faire du bruit et chanter comme vous le faites depuis ce matin.

So, so, solidarité avec les femmes du monde entier !

So, so, solidarité avec les femmes du monde entier !

So, so, solidarité avec les femmes du monde entier !